



Replaçons la sécurité alimentaire au centre des débats

Le peuple votera le 24 septembre prochain sur le contre-projet à l'initiative pour la sécurité alimentaire. Tout le mérite revient à l'initiative qui a lancé le débat sur la question de notre sécurité alimentaire. En effet, le contre-projet des Chambres fédérales reconnaît une lacune dans la constitution, ce qui n'était pas le cas lors du lancement de l'initiative. Non, la sécurité alimentaire n'est pas une évidence, même dans un pays avec un fort pouvoir d'achat.

Le contre-projet n'est certes pas identique à l'initiative mais en reprend l'essentiel. La production indigène représente le pilier de notre approvisionnement même si le contre-projet intègre également les importations, sans toutefois éluder la question de la durabilité de la production.

Les chances d'aboutir du contre-projet étaient trop grandes pour risquer d'aller devant le peuple avec une initiative qui ne se serait pas suffisamment démarquée. Le retrait de l'initiative résulte d'un choix raisonné même si nous aurions souhaité une autre issue. Son échec face au contre-projet aurait affaibli durablement le pouvoir d'influence de notre agriculture. Il faut se rendre à l'évidence que les conditions ont changé depuis le lancement de l'initiative. Les multiples attaques contre l'agriculture que ce soit sur l'utilisation des produits phytosanitaires, la protection des animaux, la fiscalité ou encore les paiements directs par exploitation étaient autant d'éléments orchestrés contre l'initiative.

D'ici au 24 septembre, nous aurons l'occasion, dans les médias, dans notre entourage, dans nos sociétés locales et même dans nos champs, de rappeler combien la sécurité alimentaire ne va pas de soi. Il est donc temps de faire nôtre ce contre-projet, de se l'approprier, de dire comment on l'interprète même si quelques lignes dans la constitution ne traduisent encore que peu de chose de comment la législation sera ensuite faite.

Mobilisons-nous, chacune et chacun, pour replacer la sécurité alimentaire au centre des débats et pour influencer les prochaines étapes de la politique agricole en freinant les velléités de libéralisation à tout va.

Michel Darbellay, directeur Chambre jurassienne d'agriculture